

**Art. 8.** De medaille van de Waalse verdienste mag gedragen worden vanaf de ondertekening door de Regering van het besluit van toekenning.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op de datum bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE,

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 349 (2010-2011). Nrs. 1 tot 4.

*Integraal verslag*, plenaire zitting van 23 maart 2011.

Bespreking - Stemmingen.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1210

[2011/202083]

### 7 AVRIL 2011. — Décret relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé comme suit :

" 1<sup>o</sup> administrateur public : toute personne ou son suppléant :

a) qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'un organisme public;

- été nommée par le Gouvernement ou par le Parlement ou sur proposition de ceux-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création dudit organisme public, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat, ou a été désignée par le Gouvernement wallon dans une des sociétés de transport en commun sur proposition de la Société régionale wallonne du Transport ou a été nommée, au sein de l'organe de gestion d'un organisme public, sur intervention de la Région wallonne, d'un organe qui en dépend, d'une province ou d'une commune;

b) et qui n'est pas administrateur de droit de l'organe de gestion d'un organisme public. ";

b) le 2<sup>o</sup> est remplacé comme suit :

" 2<sup>o</sup> gestionnaire public : toute personne, autre qu'un administrateur public, chargé de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme public. ";

c) un point 8<sup>o</sup> est ajouté, rédigé comme suit :

" 8<sup>o</sup> administrateur de droit : toute personne désignée comme telle dans le décret instituant l'organisme. ";

d) un point 9<sup>o</sup> est ajouté, rédigé comme suit :

" 9<sup>o</sup> observateur : toute personne qui, sans être administrateur, est désignée par le Gouvernement pour assister aux réunions des organes de la société sans rôle délibératif et qui a accès aux pièces. ".

**Art. 2.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par les 36<sup>o</sup> à 38<sup>o</sup> rédigés comme suit :

36<sup>o</sup> la Société " *Brussels South Charleroi Airport* " (BSCA);

37<sup>o</sup> le Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles " *St'art* ";

38<sup>o</sup> la Société aéroportuaire de Bierset. "

**Art. 3.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

" Si, en application des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein de l'organe de gestion d'un organisme qui est un organisme public visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics, il y est représenté par un observateur désigné par le Gouvernement, sur proposition de ce groupe politique. "

**Art. 4.** L'article 5 du même décret est complété comme suit :

" Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les administrateurs publics des organismes qui sont des organismes d'intérêt public soit visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics soit en vertu de leur décret constitutif, sont nommés pour la durée de la législature dans les trois mois qui suivent la date de la prestation de serment des membres du Gouvernement à la suite du renouvellement du Parlement wallon. "

**Art. 5.** Un § 2 nouveau est ajouté à l'article 8 du même décret, rédigé comme suit :

" § 2. En outre, la fonction de président ou l'exercice de fonctions spéciales, au sein d'un organisme d'intérêt public visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics, relevant des compétences d'un Ministre est incompatible avec la qualité de Chef de cabinet du Ministre de la Région wallonne dont question. "

Les §§ 2 et 3 actuels de l'article 8 deviennent respectivement les § 3 et § 4.

**Art. 6.** L'article 15 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

" § 1<sup>er</sup>. Le président de l'organe de gestion communique annuellement au Gouvernement le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, qui comprendra les informations complètes sur la rémunération des administrateurs publics et des gestionnaires publics, ainsi que sur les mandats et les rémunérations y afférentes que ces administrateurs publics et gestionnaires publics ont obtenus dans les personnes morales dans lesquelles l'organisme détient des participations ou au fonctionnement desquelles il contribue, et où les administrateurs publics et les gestionnaires publics ont été désignés sur sa proposition.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont publiées de manière anonyme et précisent les montants auxquels ont droit les administrateurs en fonction de leur qualité d'administrateur, de président ou de vice-président du Conseil d'administration pour leurs rémunérations, indemnités et jetons de présence.

Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés.

Le Gouvernement communique annuellement au Parlement wallon les informations contenues dans le rapport selon des modalités qu'il arrête.

§ 2. Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion, est accessible sur simple demande. La demande peut être refusée dans les cas visés à l'article 6 du décret du 30 mars 1995 sur la publicité de l'administration.

Chaque organisme communique annuellement au Ministre de tutelle les montants individualisés de la rémunération de chaque administrateur public et de chaque gestionnaire public. Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, l'organe de gestion présente, lors de chaque assemblée générale, un rapport sur la réalisation des objectifs qu'il s'est fixé pour l'exercice considéré.

Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, le conseil d'administration veille à fournir aux assemblées générales toutes les explications adéquates sur les points qui figurent à l'ordre du jour. "

**Art. 7.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre IIIbis, comportant l'article 15bis, rédigé comme suit :

*"CHAPITRE IIIbis. — Rémunération de l'administrateur public*

Art. 15bis. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des administrateurs publics.

Il sera notamment tenu compte du fait que la rémunération de l'administrateur public ne peut lui être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Pour les organismes qui sont des organismes d'intérêt public soit visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics soit en vertu de leur décret constitutif, le Gouvernement détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations des administrateurs et gestionnaires publics devront être fixées.

Pour les autres organismes visés à l'article 3, le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations des administrateurs et gestionnaires publics devront être fixées.

Lors de la fixation de la rémunération d'un administrateur public, l'organisme tient compte du fait que cet administrateur est en outre président ou vice-président du conseil d'administration, ou président ou membre d'un comité ou d'un organe créé par le conseil d'administration de l'organisme.

Lors de la fixation de la rémunération d'un gestionnaire public, l'organisme tient compte des éléments suivants :

- 1° son niveau de responsabilité;
- 2° son ancienneté;
- 3° son expérience;
- 4° son domaine d'activités.

§ 3. Les montants visés au § 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990 et s'entendent " avantages de toute nature compris ".

§ 4. L'organe de gestion de tout organisme et chaque comité qu'il crée se dotent d'un règlement organique.

Ce règlement prévoit au minimum dans quelle mesure et à quelles conditions une dépense engagée par l'un des membres, dans l'exercice de ses fonctions, peut être remboursée par l'organisme public, ainsi que l'établissement, par chacun des membres, d'un rapport annuel reprenant les dépenses qu'il a engagées dans l'exercice de ses fonctions. "

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement*

**Art. 8.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, le 12° est abrogé.

**Art. 9.** L'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même décret est complété par un 7°, rédigé comme suit :

" 7° titulaire d'une fonction dirigeante d'un organisme sur lequel l'organisme public relevant des compétences du commissaire exerce un contrôle. "

**Art. 10.** Un article *8bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

" Art. *8bis*. Le commissaire du Gouvernement assiste aux conseils d'administration des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics au sein duquel il a été désigné, ainsi qu'aux comités de ces organismes qui disposent d'un pouvoir décisionnel par délégation du conseil d'administration.

Pour les organismes publics qui ne sont pas visés au premier alinéa, le commissaire du Gouvernement assiste au conseil d'administration et aux comités de ces organismes, pour les points qui relèvent des missions déléguées. "

**Art. 11.** Dans le même décret, il est inséré un chapitre *IIIbis*, comportant l'article *19bis*, rédigé comme suit :

" CHAPITRE *IIIbis*. — *Rémunération du commissaire du Gouvernement*

Art. *19bis*. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des commissaires du Gouvernement.

Il sera notamment tenu compte du fait que la rémunération du commissaire du Gouvernement ne peut lui être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification valable, été absent à plus de 20 % des réunions de l'organe de gestion.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer, par organisme et en tenant compte du secteur d'activités de celui-ci, le montant de la rémunération des commissaires du Gouvernement.

§ 3. Les montants visés au § 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du service public.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990 et s'entendent " avantages de toute nature compris ". "

CHAPITRE III. — *Dispositions diverses et finales*

**Art. 12.** Le Gouvernement est habilité à désigner deux observateurs au Conseil d'administration de Brussels South Charleroi Airport et deux observateurs au Conseil d'administration de la société aéroportuaire de Bierset.

**Art. 13.** Le présent décret, à l'exception de l'article 4, entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 4 entre en vigueur lors du renouvellement du Parlement wallon qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 avril 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2010-2011.*

*Documents du Parlement wallon*, 344 (2010-2011). N<sup>os</sup> 1bis à 6.

*Compte rendu intégral*, séance plénière 6 avril 2011

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1210

[2011/202083]

**7. APRIL 2011 — Dekret in Bezug auf die Verwaltungsführung bei der Durchführung der öffentlichen Mandate innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der von der öffentlichen Gewalt abgeleiteten Körperschaften (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters**

**Artikel 1** - Artikel 2 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters wird wie folgt abgeändert:

a) der Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

"1° öffentlicher Verwalter: jede Person oder ihr Stellvertreter:

a) welche auf kumulative Art:

- innerhalb des mit der Verwaltung einer öffentlichen Einrichtung beauftragten Organs tagt;

- von der Regierung oder dem Parlament oder auf ihren Vorschlag hin gemäß dem Dekret oder dem Erlass zur Errichtung der besagten öffentlichen Einrichtung, ihren Satzungen oder den Rechten der Regierung in der Aktionärsstruktur ernannt wurde, oder von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag der "Société régionale du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) in einer der öffentlichen Verkehrsgesellschaften benannt wurde oder durch die Vermittlung der Wallonischen Region, eines von ihr abhängenden Organs, einer Provinz oder einer Gemeinde innerhalb des Verwaltungsorgans einer öffentlichen Einrichtung ernannt wurde;

b) und welche nicht Verwalter von Rechts wegen des Verwaltungsorgans einer öffentlichen Einrichtung ist.;"

b) der Punkt 2° wird durch Folgendes ersetzt:

"2° öffentlicher Geschäftsführer: jede Person, die kein öffentlicher Verwalter ist, und die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt ist, oder die innerhalb des mit der täglichen Geschäftsführung der öffentlichen Einrichtung beauftragten Organs tätig ist.;"

c) ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"8° Verwalter von Rechts wegen: jede Person, die im Dekret zur Errichtung der Einrichtung als solche benannt wird.;"

c) ein Punkt 9° mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

"9° Beobachter: jede Person, die, ohne Verwalter zu sein, von der Regierung benannt wird, um an den Versammlungen der Gesellschaftsorgane teilzunehmen ohne dabei eine beschließende Rolle zu spielen, und die Zugang zu den Dokumenten hat."

**Art. 2** - Artikel 3, § 1 desselben Dekrets wird durch die Nummern 36° bis 38° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"36° die Gesellschaft "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);

37° der Investmentfonds für Kulturunternehmen "St'art";

38° die Flughafengesellschaft von Bierset."

**Art. 3** - In Artikel 4, § 1 desselben Dekrets wird der nachstehende Absatz zwischen Absatz 1 und Absatz 2 eingefügt:

"Wenn eine dieser politischen Fraktionen in Anwendung der Bestimmungen von Absatz 1 über keinen öffentlichen Verwalter innerhalb des Verwaltungsorgans einer Einrichtung verfügt, die eine öffentliche Einrichtung im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses ist, wird sie dort durch einen von der Regierung auf Vorschlag dieser politischen Fraktion benannten Beobachter vertreten."

**Art. 4** - Artikel 5 desselben Dekrets wird durch Folgendes ergänzt:

"Unbeschadet Absatz 1 werden die öffentlichen Verwalter der Einrichtungen, die Einrichtungen öffentlichen Interesses sind entweder im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses oder des Dekrets zu ihrer Errichtung, binnen drei Monaten nach dem Datum der Eidesleistung der Mitglieder der Regierung nach der Erneuerung des Wallonischen Parlaments für die Legislaturperiode ernannt."

**Art. 5** - In Artikel 8 desselben Dekrets wird ein neuer § 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2. Darüber hinaus ist das Amt des Präsidenten oder die Ausübung von besonderen Funktionen innerhalb einer öffentlichen Einrichtung im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die in den Zuständigkeitsbereich eines Ministers fällt, mit der Eigenschaft des Kabinettschefs des betreffenden Ministers der Wallonischen Region unvereinbar."

Die derzeitigen § 2 bzw. § 3 von Artikel 8 werden zu § 3 bzw. § 4.

**Art. 6** - Artikel 15 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Der Vorsitzende des Verwaltungsorgans übermittelt der Regierung jährlich den Tätigkeitsbericht der Einrichtung oder mangels dessen den Verwaltungsbericht, der die kompletten Informationen beinhaltet über die Entlohnung der öffentlichen Verwalter und der öffentlichen Geschäftsführer sowie über die Mandate und die damit verbundenen Entlohnungen, die diese öffentlichen Verwalter und öffentlichen Geschäftsführer in den juristischen Personen, in denen die Einrichtung Anteile hält oder zu deren Funktionieren sie beiträgt, erhalten haben und in denen die öffentlichen Verwalter und die öffentlichen Geschäftsführer auf ihren Vorschlag benannt worden sind.

Die in Absatz 1 genannten Informationen werden auf anonyme Weise veröffentlicht und geben die Beträge an, auf welche die Verwalter aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwalter, Vorsitzender oder stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrats als Entlohnung, Zulagen und Anwesenheitsgelder Anspruch haben.

Der Tätigkeitsbericht der Einrichtung, oder mangels dessen der Verwaltungsbericht, beschreibt ebenfalls die Durchführung der Maßnahmen zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau und zur Verteilung der besetzten Mandate nach Geschlecht.

Die Regierung übermittelt jährlich dem Wallonischen Parlament gemäß den von ihr verabschiedeten Bestimmungen die in dem Bericht enthaltenen Informationen.

§ 2. Der Tätigkeitsbericht der Einrichtung, oder mangels dessen der Verwaltungsbericht, ist auf einfachen Antrag zugänglich. Der Antrag kann in den in Artikel 6 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung genannten Fällen verweigert werden.

Jede Einrichtung teilt jährlich dem Aufsichtsminister die individualisierten Beträge der Entlohnung jedes einen öffentlichen Verwalters und öffentlichen Geschäftsführers mit. Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften legt das Verwaltungsorgan bei jeder Generalversammlung einen Bericht über die Umsetzung der Ziele vor, die es sich für das betreffende Geschäftsjahr gesetzt hatte.

Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften sorgt der Verwaltungsrat dafür, dass den Generalversammlungen alle geeigneten Erklärungen über die auf der Tagesordnung stehenden Punkte gegeben werden.“

**Art. 7** - In dasselbe Dekret wird ein den Artikel 15*bis* enthaltendes Kapitel III*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*”KAPITEL III*bis* — Entlohnung des öffentlichen Verwalters*

Art. 15*bis* - § 1. Die Regierung bestimmt für jede Einrichtung und unter Berücksichtigung ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs die Formen und die Bestimmungen für die Gewährung der Entlohnung der öffentlichen Verwalter.

Insbesondere wird die Tatsache berücksichtigt, dass die Entlohnung des öffentlichen Verwalters ihm nicht ganz gezahlt werden kann, wenn er im Laufe eines selben Geschäftsjahres mehr als 20% der Versammlungen des Verwaltungsorgans ohne treffende Begründung nicht beigewohnt hat.

§ 2. Für die Einrichtungen, die Einrichtungen öffentlichen Interesses sind entweder im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses oder des Dekrets zu ihrer Errichtung bestimmt die Regierung für jede Einrichtung und unter Berücksichtigung ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs einen minimalen und einen maximalen Betrag, zwischen denen die Entlohnungen der öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer festzulegen sind.

Für die anderen in Artikel 3 genannten Einrichtungen kann die Regierung für jede Einrichtung und unter Berücksichtigung ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs einen minimalen und einen maximalen Betrag bestimmen, zwischen denen die Entlohnungen der öffentlichen Verwalter und Geschäftsführer festzulegen sind.

Bei der Festlegung der Entlohnung eines öffentlichen Verwalters berücksichtigt die Tatsache, dass dieser Verwalter zudem Vorsitzender oder stellvertretender Vorsitzender des Verwaltungsrats, oder Vorsitzender oder Mitglied eines von dem Verwaltungsrat der Einrichtung geschaffenen Ausschusses oder Organs ist.

Bei der Festlegung der Entlohnung eines öffentlichen Geschäftsführers berücksichtigt die Einrichtung folgende Elemente:

- 1° sein Maß an Verantwortung;
- 2° sein Dienstalter;
- 3° seine Erfahrung;
- 4° sein Tätigkeitsbereich.

§ 3. Die in § 2 genannten Beträge sind an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs.

Diese Beträge sind an den Schwellenindex 138,01 des 1. Januar 1990 gebunden und umfassen sämtliche Vergütungen.

§ 4. Das Verwaltungsorgan jeder Einrichtung und jeder Ausschuss, der von ihm geschaffen wird, versehen sich mit einer Grundordnung.

In dieser Ordnung wird wenigstens vorgesehen, in welchem Maße und unter welchen Bedingungen eine Ausgabe, die von einem ihrer Mitglieder bei der Ausübung seines Amtes eingegangen wird, von der öffentlichen Einrichtung zurück erstattet werden kann, sowie die Tatsache, dass ein jedes seiner Mitglieder einen jährlichen Bericht zu erstellen hat, in dem es die Ausgaben verzeichnet, die es bei der Ausübung seines Amtes eingegangen ist.

*KAPITEL II — Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare*

**Art. 8** - In Artikel 3, § 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird die Nr. 12° gestrichen.

**Art. 9** - Artikel 6, § 1 desselben Dekrets wird durch eine Nr. 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”7° Inhaber eines leitenden Amtes in einer Einrichtung, über welche die öffentliche Einrichtung, die in den Zuständigkeitsbereich des Kommissars fällt, eine Kontrolle ausübt.“

**Art. 10** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 8*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 8*bis* - Der Kommissar der Regierung wohnt den Versammlungen des Verwaltungsrats der Einrichtungen öffentlichen Interesses im Sinne des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesse, innerhalb deren er benannt worden ist, sowie den Versammlungen der Ausschüsse der Einrichtungen, die über eine Entscheidungsbefugnis durch Vollmacht des Verwaltungsrates verfügen, bei.

Für die nicht in Absatz 1 genannten öffentlichen Einrichtungen wohnt der Regierungskommissar den Versammlungen des Verwaltungsrats und der Ausschüsse dieser Einrichtungen für die Themen, die die Aufträge im Rahmen von Vollmachten betreffen, bei.“

**Art. 11** - In dasselbe Dekret wird ein den Artikel 19*bis* enthaltendes Kapitel III*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*KAPITEL III*bis* — Entlohnung des Regierungskommissars*

Art. 19*bis* - § 1. Die Regierung kann für jede Einrichtung und unter Berücksichtigung ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs die Formen und die Bestimmungen für die Gewährung der Entlohnung der Regierungskommissare bestimmen.

Insbesondere wird die Tatsache berücksichtigt, dass die Entlohnung des Regierungskommissars ihm nicht ganz gezahlt werden kann, wenn er im Laufe eines selben Geschäftsjahres mehr als 20% der Versammlungen des Verwaltungsorgans ohne treffende Begründung nicht beigewohnt hat.

§ 2. Die Regierung kann für jede Einrichtung und unter Berücksichtigung ihres jeweiligen Tätigkeitsbereichs den Betrag der Entlohnung der Regierungskommissare bestimmen.

§ 3. Die in § 2 genannten Beträge sind an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs.



Diese Beträge sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden und umfassen sämtliche Vergütungen.

KAPITEL III — *Sonstige und Schlussbestimmungen*

**Art. 12** - Die Regierung ist befugt, beim Verwaltungsrat von Brussels South Charleroi Airport zwei Beobachter und beim Verwaltungsrat der Flughafengesellschaft von Bierset zwei Beobachter zu benennen.

**Art. 13** - Das vorliegende Dekret mit Ausnahme von Artikel 4 tritt zehn Tage nach dessen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel 4 tritt bei der Erneuerung des Wallonischen Parlaments nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. April 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Sitzungsperiode 2010-2011.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 344 (2010-2011). Nrn. 1bis bis 6.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 6. April 2011

Diskussion - Abstimmung.

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1210

[2011/202083]

**7 APRIL 2011. — Decreet betreffende het goed bestuur in de uitvoering van de openbare mandaten in de overheidsinstellingen en in de van de overheid afgeleide entiteiten (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder**

**Artikel 1.** In artikel 2 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt vervangen als volgt :

"1° overheidsbestuurder : elke persoon of diens plaatsvervanger :

a) die tegelijk

- in het orgaan belast met het bestuur van een overheidsinstelling zitting heeft;

- door de Regering of het Parlement of op voordracht van laatstgenoemden overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van die overheidsinstelling, de statuten ervan of de rechten van de Regering in het aandeelhouderschap benoemd is of aangewezen werd door de Waalse Regering in één van de openbare vervoersmaatschappijen op voordracht van de " Société régionale wallonne du Transport " (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij) of in het bestuursorgaan van een overheidsinstelling benoemd werd door toedoen van het Waalse Gewest, van een onder het Gewest ressorterend orgaan, een provincie of een gemeente;

b) en die niet van rechtswege bestuurder is van het bestuursorgaan van een overheidsinstelling.";

b) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° overheidsbeheerder : elke andere persoon dan een overheidsbestuurder die met het dagelijks bestuur belast is of optreedt in het orgaan belast met het dagelijks bestuur van de overheidsinstelling.";

c) een punt 8° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

"8° bestuurder van rechtswege : elke persoon die als dusdanig aangewezen is in het decreet tot oprichting van de instelling.";

d) een punt 9° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

"9° waarnemer : elke persoon die, zonder bestuurder te zijn, door de Regering aangewezen is om de vergaderingen bij te wonen van de organen van de maatschappij, zonder beslissende rol en die toegang tot de stukken heeft."

**Art. 2.** Artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de punten 36° tot 38°, luidend als volgt :  
 "36° de Maatschappij "Brussels South Charleroi Airport" (BSCA);  
 37° het "Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles" (het Investeringsfonds in de cultuurondernemingen) "St'art";

38° de "Société aéroportuaire de Bierset." (luchthavenmaatschappij Bierset).

**Art. 3.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet wordt volgend lid ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

"Als één van die politieke fracties overeenkomstig de bepalingen van lid 1 niet over een overheidsbestuurder beschikt in het bestuursorgaan van een instelling die een overheidsinstelling is bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt hij er vertegenwoordigd door een waarnemer aangewezen door de Regering op voordracht van die politieke fractie."

**Art. 4.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"Onverminderd lid 1 worden de overheidsbestuurders van de instellingen die overheidsinstellingen van openbaar nut zijn bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of krachtens hun oprichtingsdecreet benoemd voor de duur van de legislatuur binnen de drie maanden volgend op de datum van de eedaflegging van de leden van de Regering na de hernieuwing van het Waalse Parlement."

**Art. 5.** Er wordt een nieuwe § 2 toegevoegd aan artikel 8 van hetzelfde decreet, luidend als volgt :

"§ 2. Daarnaast is het ambt van voorzitter of de uitoefening van bijzondere ambten in een instelling van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheden van een Minister valt onvereenigbaar met de hoedanigheid van kabinetschef van de Minister van het Waalse Gewest waarvan sprake."

De huidige §§ 2 en 3 van artikel 8 worden respectievelijk de §§ 3 en 4.

**Art. 6.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepalingen :

"§ 1. De voorzitter van het beheersorgaan maakt de Regering jaarlijks het activiteitenverslag van de instelling over of, bij ontstentenis, het beheersverslag, waarin de volledige informatie vervat is betreffende de bezoldiging van de overheidsbestuurders en -beheerders, evenals de desbetreffende mandaten en bezoldigingen die die overheidsbestuurders en -beheerders gekregen hebben in de rechtspersonen waarin de instelling participaties bezit of waarin ze medewerkende instantie is en waar de overheidsbestuurders en -beheerders op zijn voordracht werden aangewezen.

De informatie bedoeld in lid 1 wordt anoniem bekendgemaakt en gaat nader in op de bedragen waarop de bestuurders recht hebben in hun hoedanigheid van bestuurder, voorzitter of ondervoorzitter van de raad van bestuur voor hun bezoldigingen, vergoedingen of aanwezigheidsgeld.

Het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag maken eveneens gewag van de toepassing van de maatregelen ter bevordering van de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen en van de verdeling van de beklede mandaten over beide geslachten.

De Regering deelt jaarlijks de informatie vervat in het verslag aan het Waals Parlement mee, volgens de nadere regels die zij vastlegt.

§ 2. Inzage in het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het beheersverslag wordt op eenvoudig verzoek verleend. In de gevallen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 30 maart 1995 over de openbaarheid van bestuur kan het verzoek geweigerd worden.

Elke instelling deelt jaarlijks aan de toezichthoudend minister de geïndividualiseerde bedragen mee van de bezoldiging van elke overheidsbestuurder en -beheerder die ze telt. Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen legt het beheersorgaan bij elke algemene vergadering een verslag voor over de doelstellingen die voor het bedoelde werkjaar werden vastgesteld.

Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen ziet de raad van bestuur erop toe dat de algemene vergaderingen alle gepaste uitleg krijgt over de agendapunten."

**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *IIIbis* ingevoegd, bevattende het artikel *15bis*, luidend als volgt :

*"HOOFDSTUK IIIbis. — Bezoldiging van de overheidsbestuurder*

*Art. 15bis.* § 1. De Regering bepaalt per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde de vorm en de nadere regels voor de bezoldiging van de overheidsbestuurders.

Er wordt met name rekening gehouden met het feit dat de bezoldiging van de overheidsbestuurder hem niet volledig overgemaakt moet worden als hij in de loop van eenzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan 20 % van de vergaderingen van het bestuursorgaan.

§ 2. Voor de instellingen die instellingen van openbaar nut zijn bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige overheidsinstellingen of krachtens hun oprichtingsdecreet bepaalt de Regering per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde een minimum- en een maximumbedrag binnen welke de bezoldigingen van de overheidsbestuurders en -beheerders vastgelegd dienen te worden.

Voor de andere instellingen bedoeld in artikel 3 kan de Regering per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde een minimum- en een maximumbedrag bepalen binnen welke de bezoldigingen van de overheidsbestuurders en -beheerders vastgelegd dienen te worden.

Bij de vaststelling van de bezoldiging van een overheidsbestuurder houdt de instelling rekening met het feit dat die bestuurder daarenboven voorzitter of ondervoorzitter is van de raad van bestuur of voorzitter of lid van een bestuur of een orgaan opgericht door de raad van bestuur van de instelling.

Bij de vaststelling van de bezoldiging van een overheidsbeheerder houdt de instelling rekening met volgende elementen :

- 1° zijn verantwoordelijkheidsniveau;
- 2° zijn anciënniteit;
- 3° zijn ervaring;
- 4° zijn activiteitsdomein.

§ 3. De bedragen bedoeld in § 2 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990, met inbegrip van de "voordelen van alle aard".

Het beheersorgaan van elke instelling en elk bestuur dat zij opricht krijgen een organiek reglement.

Dat reglement voorziet minstens in welke mate en tegen welke voorwaarden een door één der leden in de uitoefening van diens ambt vastgelegde uitgave terugbetaald kan worden door de overheidsinstelling, evenals de opmaking door elk der leden van een jaarverslag met vermelding van de uitgaven door die leden vastgelegd in de uitoefening van hun ambt."

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris*

**Art. 8.** In artikel 3, §1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut wordt 12° opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 6, §1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 7°, luidend als volgt :

"7° houder van een leidend ambt in een instelling waarop de overheidsinstelling die onder de bevoegdheden van de Commissaris valt een controle uitoefent."

**Art. 10.** Er wordt een artikel *8bis* in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8bis*. De Regeringscommissaris woont de raden van bestuur bij van de instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige overheidsinstellingen waarin hij is aangewezen, evenals de besturen van deze instellingen die over een beslissingsbevoegdheid beschikken via bevoegdheidsoverdracht van de raad van bestuur.

Voor de overheidsinstellingen die niet bedoeld zijn bij het eerste lid, woont de Regeringscommissaris de raad van bestuur en de besturen van deze instellingen bij voor de punten die vallen onder de gemachtigde opdrachten."

**Art. 11.** In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *IIIbis* ingevoegd, bevattende het artikel *19bis*, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK *IIIbis*. — *Bezoldiging van de Regeringscommissaris*

Art. *19bis*. §1. De Regering kan per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde de vorm en de nadere regels voor de bezoldiging van de Regeringscommissaris bepalen.

Er wordt met name rekening gehouden met het feit dat de bezoldiging van de Regeringscommissaris hem niet volledig overgemaakt moet worden als hij in de loop van eenzelfde werkjaar zonder rechtsgeldige verantwoording afwezig bleef van meer dan 20 % van de vergaderingen van het bestuursorgaan.

§2. De Regering kan per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector van laatstgenoemde het bedrag van de bezoldiging van de Regeringscommissaris bepalen.

§3. De bedragen bedoeld in §2 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden verbonden aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990, met inbegrip van "voordelen van alle aard"."

HOOFDSTUK III. — *Diverse en slotbepalingen*

**Art. 12.** De Regering is gemachtigd om twee waarnemers bij de raad van bestuur van "Brussel South Charleroi Airport" en twee waarnemers bij de raad van bestuur van de "Société aéroportuaire de Bierse" aan te wijzen.

**Art. 13.** Dit decreet treedt, behalve artikel 4, in werking tien dagen na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 4 treedt in werking bij de hernieuwing van het Waals Parlement volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 april 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

*Stukken van het Waals Parlement, 344 (2010-2011) Nrs. 1bis tot 6.*

*Volledig verslag, plenaire zitting van 6 april 2011.*

Bespreking - Stemmingen.